



ETUDES, REALISATION ET MONTAGE SUR SITE DU DISPOSITIF EXPERIMENTAL JET-FRAG

PROJET DE MARCHE N° B24-04883-CYB

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Madame Virginie BASINI**, agissant en qualité de Chef du Département de Technologie Nucléaire (DTN),

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société _____, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro _____, dont le siège social est situé à _____,

représentée par **Madame/Monsieur** _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122
13108 Saint Paul Lez Durance Cedex
T. +(33) 04.42.25.20.76
Etablissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

Département de Support Technique et Gestion
Service des Marchés et Achats

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	4
ARTICLE 5 - RÉCEPTIONS.....	5
ARTICLE 6 - MONTANT.....	5
ARTICLE 7 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL	6
ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	7
ARTICLE 9 - LIVRAISONS ET CONFORMITÉ.....	8
ARTICLE 10 - RÉUNIONS.....	8
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEUR	11
ARTICLE 12 - DURÉE.....	11
ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION	12
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS.....	13
ARTICLE 15 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE.....	14
ARTICLE 16 - MONTAGE, CONTROLES TECHNIQUES, ESSAIS SUR SITE.....	14
ARTICLE 17 - GARANTIE	15
ARTICLE 18 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	16
ARTICLE 19 - CONFLIT D'INTÉRÊT.....	16
ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITÉ.....	16
ARTICLE 21 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX.....	16
ARTICLE 22 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA	17
ARTICLE 23 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	18
ARTICLE 24 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT.....	18
ARTICLE 25 - SOUS-TRAITANCE.....	19
ARTICLE 26 - GESTION DES DÉCHETS.....	19
ARTICLE 27 - JURIDICTION COMPÉTENTE.....	20
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL	21
ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES	25

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	2/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Affaire suivie techniquement par :

M. Romain BOCCACCIO
DES/IRESNE/DTN/STCP/LESC
☎ : 04.42.25.41.37
Email : romain.boccaccio@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Cynthia BLANCHET
Service des Marchés et Achats
☎ : 04.42.25.42.53
Secrétariat : 04.42.25.20.76
Email : cynthia.blanchet@cea.fr

ARTICLE 1 - OBJET**1.1 Dispositions générales**

Le présent Marché a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, une prestation d'études, réalisation et montage sur site d'un caisson étanche « JET-FRAG » destiné à l'étude de la fragmentation de jets d'eau suite à leur impact sur un obstacle.

1.2 Etendue des prestations

Le DTN/STCP/LESC développe actuellement un modèle numérique sur la fragmentation de jets liquides lors de leur impact contre un obstacle. Afin de valider ce modèle numérique, il est nécessaire d'acquérir des données expérimentales.

Pour cela, le LESC souhaite faire fabriquer et raccorder un caisson étanche (dispositif expérimental JET-FRAG), dans lequel seront réalisés les jets et leur fragmentation, à la boucle expérimentale « PLATEAU » du DTN/STCP/LTHC (bât.704).

Les prestations comprennent qu'une part forfaitaire et ferme telle que définies à l'article 3 infra.

1.3 Unité bénéficiaire

Cette prestation est réalisée pour le compte de DES/IRESNE/DTN/STCP/LTHC du CEA de Cadarache.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B24-04883-CYB, incluant notamment le Cahier des Charges référencé CEA/DES/IRESNE/DTN/STCP/LESC-ST-DL 2025-0066 Indice A du 07/11/2024,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DG/CEACAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	3/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée
[REDACTED], en date du [REDACTED].

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Marché sont réalisées conformément aux dispositions du Cahier des Charges visé à l'article 2 supra et de l'ensemble des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le Marché comprend uniquement une partie forfaitaire et ferme définie comme suit :

3.1 Partie forfaitaire et ferme

3.1.1 *Tranche ferme*

Le présent Marché a pour objet les études, la fabrication et le montage sur site de d'un caisson étanche « JET-FRAG » destiné à l'étude de la fragmentation de jets d'eau suite à leur impact sur un obstacle.

Cette prestation comporte les postes suivants décrits plus spécifiquement au Cahier des charges :

- Poste 1 : Etudes
- Poste 2 : Approvisionnements
- Poste 3 : Fabrication et montage en usine
- Poste 4 : Essais usine
- Poste 5 : Conditionnement et transport sur site et livraison au bâtiment 704 du CEA de Cadarache
- Poste 6 : Montage sur site, contrôles et essais sur site
- Poste 7 : Dossier constructeur et réception de la prestation

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

Les prestations objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA du CEA.

Le Titulaire du présent Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimées par le CEA dans le Cahier des Charges.

4.1.2 *Obligation générale de conseil et d'information*

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	4/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

ARTICLE 5 - RÉCEPTIONS

5.1 Modalités de réception

Les réceptions s'effectuent conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du Marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

5.2 Partie forfaitaire et ferme

Les postes 1 à 6 font l'objet d'une réception prononcée après acceptation par le CEA des prestations, livrables, et essais satisfaisants le cas échéant, pour le poste considéré.

La réception du poste 7 emporte le transfert de propriété de la fourniture au profit du CEA et constitue le démarrage de la période de garantie.

ARTICLE 6 - MONTANT

6.1 Montant total du Marché

Le montant des prestations, objet du présent Marché, est fixé à la somme forfaitaire et ferme de
H.T. (EUROS HORS

TAXES). Ce montant se décompose comme suit :

- Poste 1	XXX € HT
- Poste 2	XXX € HT
- Poste 3	XXX € HT
- Poste 4	XXX € HT
- Poste 5	XXX € HT
- Poste 6	XXX € HT
- Poste 7	XXX € HT

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	5/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

6.2 Contenu des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont forfaitaires. En conséquence, ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

6.3 Caractère des prix

Les montants visés dans le présent article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

Ils ont un caractère non révisable.

ARTICLE 7 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL

7.1 Partie forfaitaire et ferme

Le montant des prestations de la tranche ferme du présent Marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 25% du montant total HT du présent marché, à la fin des études avec BPE (poste 1),
- 25% du montant HT du présent marché, à la constatation des approvisionnements principaux sur procès-verbal (poste 2),
- 25% du montant HT du présent marché, après réception des essais usine (poste 3),
- 25% du montant HT du présent marché, à la réception du marché sans réserve par le CEA et remise du dossier constructeur accepté par le CEA (poste 7),

7.2 Modalités de facturation au format électronique

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent Marché devront porter la référence de ce dernier.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : _____ (exemple : 4000191919).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

7.3 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	6/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

8.1 Lieu d'exécution

Les prestations, objet du présent Marché, sont exécutées dans les locaux du Titulaire des études jusqu'à la livraison, puis sur le site du CEA/Cadarache au bâtiment 704.

8.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

8.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du Marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

8.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 du présent Marché.

8.5 Audits

Dans le cadre du présent Marché, le CEA se réserve la possibilité de déclencher des audits à tout moment et sur tout ou partie du périmètre du Marché.

Le Titulaire s'engage à coopérer et à tout mettre en œuvre pour permettre l'accessibilité du CEA (ou d'un tiers mandaté par ce dernier) aux informations utiles ou nécessaires à l'audit.

En cas de refus de se soumettre à un audit ou de coopération insuffisante du Titulaire, le CEA notifie par lettre recommandée avec avis de réception l'obligation de respecter les engagements contractuels. Le Titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours calendaires pour se mettre en conformité. Après mise en demeure infructueuse, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra.

Ces dispositions s'étendent également aux audits réalisés en dehors du périmètre du présent Marché, mais pour lesquels la coopération du Titulaire est requise.

A l'issue de l'audit, le CEA notifie au Titulaire les manquements éventuellement constatés aux obligations contractuelles. Le CEA communique au Titulaire le délai maximum pour mettre en place les mesures correctives à ses frais. Par défaut ce délai est de 30 jours calendaires cependant il peut être réduit notamment lorsque le

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	7/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

manquement concerne la protection d'informations classifiées. A défaut de mise en conformité dans le délai défini, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra et le CEA se réserve le droit de procéder à la résiliation de plein droit du présent Marché.

8.6 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Le dossier constructeur sera fourni sous format informatique et en un exemplaire papier

8.7 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

8.8 Gestion des évolutions

Une évolution au sens du marché est une modification des conditions contractuelles.

Chaque évolution pouvant avoir un impact financier ou planning (modification du périmètre de la prestation ou des exigences techniques principalement) est formalisée par une Fiche de Modification (FM) établie par le demandeur qui peut être le Titulaire ou le CEA lui-même.

Les évolutions comprennent les « dérogations » qui correspondent aux demandes faites par le Titulaire de s'écarter des exigences du cahier des charges.

Chaque FM doit contenir tous les éléments nécessaires pour que le CEA puisse juger de sa recevabilité en termes techniques comme en termes de coût et de délai.

Elle doit être formellement acceptée par le CEA avant de pouvoir être mise en application.

ARTICLE 9 - LIVRAISONS ET CONFORMITÉ

9.1 Livraisons

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que la livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, à l'emballage, à l'assurance et au déchargement sur le site de Cadarache, bâtiment 704.

9.2 Conformité

Le matériel devra répondre à toutes les normes en vigueur et être conforme aux définitions et prescriptions techniques ainsi que de qualité annoncées par le Titulaire.

Le Titulaire fera figurer sur les emballages du matériel de manière très apparente toutes les instructions utiles sur les précautions particulières à prendre en matière de manipulation, de stockage et de sécurité.

Tout matériel sera accompagné de sa documentation technique complète et détaillée en langue française et comportant, en particulier, les prescriptions et consignes d'installation et de mise en service.

ARTICLE 10 - RÉUNIONS

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	8/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

10.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiendront des réunions, chez le Titulaire ou au CEA Cadarache, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

Les réunions relatives au Marché sont précisées ci-après :

10.2 Réunion d'enclenchement

Cette réunion sera planifiée dès que le Titulaire aura reçu la commande. Elle permettra de faire une présentation technique du projet, de fixer les principaux objectifs, et de définir le calendrier de l'affaire. Le T0 de l'affaire sera le jour de la réunion d'enclenchement. Le CEA prendra en charge le compte rendu de cette réunion.

10.3 Réunion d'avancement de conception

Une réunion est prévue pendant la phase d'études, à la fourniture des plans BPO.

Lors de cette réunion doivent être présents :

- le Titulaire (ou son représentant)
- le responsable CEA en charge de l'affaire,
- un représentant pour chaque entreprise sous-traitante.

Le Titulaire et le CEA peuvent également inviter les personnes impliquées directement ou indirectement dans le projet à participer à ces réunions, afin de les tenir informées de l'avancement des travaux.

Les modalités d'organisation, le déroulement et la finalité de ces deux réunions sont les suivants :

- les plans BPO sont transmis au CEA par le Titulaire,
- le CEA analyse le dossier et fait ses observations sous un délai maximum d'une semaine calendaire (ce délai peut être prolongé d'un commun accord et dans ce cas, la prolongation décale d'autant la durée globale de la prestation),
- le Titulaire dispose d'une semaine calendaire pour répondre aux observations du CEA,
- le Titulaire présente ses réponses lors de la réunion,
- le CEA notifie sa décision, ainsi que ses réserves et recommandations éventuelles sous deux semaines calendaire.

Le compte rendu de cette réunion est à la charge du contractant. Il sera diffusé à l'état de projet au CEA pour validation. Le délai maximal de diffusion est de 1 semaine.

10.4 Revue de conception technique

Une réunion est prévue pendant à la fin des études, à la fourniture des plans BPE et du dossier d'étude (EXE).

Lors de cette réunion doivent être présents :

- le Titulaire (ou son représentant)
- le responsable CEA en charge de l'affaire,
- un représentant pour chaque entreprise sous-traitante.

Le Titulaire et le CEA peuvent également inviter les personnes impliquées directement ou indirectement dans le projet à participer à ces réunions, afin de les tenir informées de l'avancement des travaux.

Les modalités d'organisation, le déroulement et la finalité de ces deux réunions sont les suivants :

- les plans BPE et le dossier d'études EXE sont transmis au CEA par le Titulaire,

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	9/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- le CEA analyse le dossier et fait ses observations sous un délai maximum d'une semaine calendaire (ce délai peut être prolongé d'un commun accord et dans ce cas, la prolongation décale d'autant la durée globale de la prestation),
- le Titulaire dispose d'une semaine calendaire pour répondre aux observations du CEA,
- le Titulaire présente ses réponses lors de la réunion,
- le CEA notifie sa décision, ainsi que ses réserves et recommandations éventuelles sous deux semaines calendaire.

Le compte rendu de cette réunion est à la charge du contractant. Il sera diffusé à l'état de projet au CEA pour validation. Le délai maximal de diffusion est de 1 semaine.

10.5 Réunion de clôture du marché

Suite aux essais sur site et à la remise du dossier constructeur, le Titulaire organisera une réunion de fin de prestation avec pour objectif principal :

- d'examiner le dossier constructeur,
- de faire le point sur l'ensemble des documents établis par le Titulaire,
- de tirer le retour d'expérience de la prestation.

Suite à cette réunion, le CEA pourra prononcer les procédures de réception globale.

Le compte-rendu de réunion sera établi par le CEA.

10.6 Réunions d'avancement

Des réunions d'avancement sont organisées autant que de besoin. Certaines de ces réunions pouvant être réalisées par téléphone ou visioconférence.

Des réunions spécifiques à caractère technique pourront, autant que de besoin, être sollicitées par le Titulaire ou le CEA afin de lever des difficultés techniques risquant d'entraver le bon déroulement du projet. Au cours de ces réunions, le contractant et le CEA pourront faire appel à des sous-traitants ou à des experts pour traiter ces difficultés.

Lors des travaux sur site, des réunions hebdomadaires ainsi que des points quotidiens seront organisés par le CEA afin de suivre l'évolution du chantier et de vérifier si le Titulaire respecte bien les règles de sécurité. Un document de suivi des tâches journalières devra être rempli et signé par le Titulaire lors des travaux sur site.

Le Titulaire et le CEA peuvent également inviter les personnes impliquées directement ou indirectement dans le projet à participer à ces réunions, afin de les tenir informées de l'avancement des travaux.

Lors de ces réunions seront présents :

- le Titulaire ou son représentant ;
- le responsable CEA en charge de l'affaire ;
- un représentant des sous-traitants si nécessaire.

La réunion d'avancement permet de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des études ou travaux ;
- gestion de la coactivité ;
- examen des difficultés rencontrées, proposition de traitement ;
- validation des choix techniques ;

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	10/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- suivi de l'état documentaire du projet ;
- point sur le planning ;
- suivi du dossier qualité : traitement des non conformités, des modifications.

Le compte rendu de réunion est à la charge du Titulaire. Il sera diffusé à l'état de projet au CEA pour validation. Le délai maximal de diffusion est de 1 semaine calendaire.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEUR

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire désigne comme interlocuteur :

Mme/M.

Tél :

Email :

Au cas où l'interlocuteur du Titulaire ou un des intervenants serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de 2 semaines sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations et aux différentes modalités administratives internes au CEA.

ARTICLE 12 - DURÉE

12.1 Durée

Le présent Marché entre en vigueur à compter de sa notification par le CEA.

Il s'achève à compter de la réalisation de la dernière des échéances parmi les suivantes :

- à l'achèvement des prestations et la remise de la totalité des livrables requis au titre du Marché, et la levée par le CEA de l'ensemble des réserves éventuelles sur lesdites prestations ou livrables,
- au solde du dernier paiement dû par l'une ou l'autre Partie au titre du Marché, incluant les pénalités ou clauses de réexamen éventuelles,
- au terme de la garantie.

12.2 Phasage

Le phasage du Marché est défini comme suit :

- Réunion d'enclenchement = T0,
- phase opérationnelle (ferme) = T0 + XX mois.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	11/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

13.1 Livraison

Le Titulaire s'engage à livrer le caisson JET FRAG objet du Marché dans un délai de XXX mois à compter de la date de la réunion d'enclenchement du Marché.

13.2 Etapes contractuelles

T0 étant la date de la réunion d'enclenchement du présent Marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais de réalisation ci-après :

Postes	Délais
Poste 1	$T0 + XXX = T1$
Poste 2	$T1 + XXX = T2$
Poste 3	$T2 + XXX = T3$
Poste 4	$T3 + XXX = T4$
Poste 5	$T4 + XXX = T5$
Poste 6	$T5 + XXX$

13.3 Livrables documentaires

13.3.1 Dispositions générales

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences du Cahier des Charges (§8), à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

LIVRABLES	QUAND
Planning détaillé de la prestation	Réunion d'enclenchement
LDE, DAST	Réunion d'enclenchement
PAQP	Réunion d'enclenchement
Dossier d'étude	Fin des études
Documents d'approvisionnement	Dans le dossier de fabrication
LOFC	Début de fabrication
Dossier de fabrication	Fin de fabrication
Programme des essais usine	Avant le démarrage des essais
Procédures / comptes rendus d'essais usine	Avant les essais usine
MO et analyse de risques des travaux sur site	Avant le début du chantier
Planning détaillé des travaux sur site	Avant le début du chantier
Documents de montage sur site	Dans le dossier constructeur
Procédure / compte rendu d'essais sur site	Avant les essais sur site
Dossier constructeur	Avant la réception

Les livrables seront fournis en version source (MS OFFICE 2016, SOLIDWORKS 2021) et en version PDF. Deux exemplaires papier du dossier d'étude (DE) et dossier constructeur (DC) seront également fournis. Une version informatique sera également fournie (arborescence à valider avec le CEA).

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	12/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

13.3.2 Supports des réunions de suivi

Dans le cadre des réunions de suivi, le Titulaire prépare un document de présentation qu'il remet au CEA au moins 1 semaine calendaire avant la réunion. Ce document contient notamment le résumé des opérations menées durant la période concernée et toute information utile ou nécessaire au suivi de la prestation, incluant le calcul et le suivi des éventuels indicateurs contractuels définis dans le Cahier des Charges et à l'article « Pénalités » infra.

13.3.3 Comptes-rendus de réunions

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai de 1 semaine calendaire suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, ce compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

13.3.4 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 1 semaine calendaire à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, dans un délai maximum de 1 semaine calendaire.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire. Les livrables deviennent la propriété du CEA après leur acceptation.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

Nonobstant les pénalités applicables au titre des CGA, notamment prévues à l'article 24, les pénalités ci-après s'appliquent au présent Marché.

14.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus à l'article « Délais d'exécution », ou plus généralement les délais prévus dans le dossier de consultation référencé à l'article 2, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes du Marché par jour calendaire de retard constaté à compter de la date contractuelle.

14.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du Marché, les pénalités suivantes pourront être appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations :	Montant de la pénalité en euros
Ecartés liés à l'environnement	1 000 € par écart
Ecartés liés à la qualité	1 000 € par écart

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	13/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Ecarts liés à la sécurité	2 000 € par écart
Ecarts liés au respect des consignes en matière d'évacuation de déchets conventionnels	500 € par écart
Ecarts liés au respect des engagements environnementaux	500 € par écart

14.3 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- non libératoires, applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du Marché.

ARTICLE 15 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE

L'équipement fourni par le Titulaire au titre du présent marché fera l'objet d'essais et de contrôles techniques en usine qui auront pour but de constater que ledit équipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans le Cahier des Charges précité.

Ces essais et contrôles techniques seront effectués par le Titulaire en présence d'un représentant CEA. Le Titulaire est tenu d'aviser le CEA Cadarache quinze (15) jours ouvrés à l'avance de la date prévue pour ces essais et contrôles.

Ces essais et contrôles techniques, dont la date sera fixée d'un commun accord, seront contradictoires et donneront lieu à la signature d'un procès-verbal entre les responsables du Titulaire et du CEA.

Il ne dégagera en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'au prononcé de la réception.

ARTICLE 16 - MONTAGE, CONTROLES TECHNIQUES, ESSAIS SUR SITE

16.1 Montage

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et sera réalisée par le Titulaire au bâtiment 313 du CEA Cadarache.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

16.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur l'Equipement.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	14/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

16.3 Essais sur site

Les essais sur site de l'Équipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent Marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA 15 jours avant la réalisation des essais.

ARTICLE 17 - GARANTIE

17.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de 12 mois à compter de la date de mise en service de l'installation, ou au plus tard 18 mois à compter de la date de réception du Marché.

Elle portera sur l'ensemble de l'équipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

17.2 Périmètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le Cahier des Charges, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections. Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'équipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'équipement seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

Dans l'hypothèse où les défauts constatés pendant la période garantie nécessitent une reprise des études, le Titulaire s'engage à corriger toute erreur de son fait, à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

Si le Titulaire ne respecte pas l'obligation ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité des Résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire. La durée de la garantie sur l'ensemble de l'équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

17.3 Délais d'intervention pendant la garantie (ces délais sont à compléter par les soumissionnaires)

Pendant la période de garantie de l'équipement, le Titulaire s'engage à intervenir sur site dans un délai de ___ heures / jours ouvrés, ramené à ___ heures / jours ouvrés en cas d'anomalie bloquante.

De plus, le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de ___ jours ouvrés à compter du 1er jour de son intervention sur site.

Au titre de la garantie, le Titulaire sera amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	15/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

17.4 Réparation en dehors des locaux du CEA

En cas de réparation en dehors des locaux du CEA par le Titulaire, ce dernier est responsable de la garde et de l'emploi de l'équipement, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'équipement sur le site de Cadarache.

Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne pourra pas être supérieur à un (1) mois à compter de sa prise en charge. Le Titulaire aura à sa charge tous les frais liés au transport de l'équipement (aller/retour).

ARTICLE 18 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent Marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

ARTICLE 19 - CONFLIT D'INTÉRÊT

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITÉ

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 21 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

21.1 Entrée dans les lieux et utilisation

Aux fins d'exécution des prestations objet du présent Marché, le CEA met à disposition du Titulaire des locaux dans le périmètre de l'installation concernée par le Marché, dont le détail sera défini lors de la réunion d'enclenchement.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	16/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la prise de possession des pièces.

Le Titulaire s'engage à entretenir les lieux en bon état et à faire réparer à ses frais toutes dégradations provenant de son fait. Le Titulaire ne pourra apporter aucune modification à l'état des lieux, sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Cette mise à disposition ne pourra en aucune manière être considérée comme un bail commercial susceptible d'ouvrir droit au renouvellement dans les termes des articles L 145-1 à L 145-60 du Code de Commerce.

Les pièces mises à la disposition du Titulaire sont placées sous la responsabilité d'un chef d'installation (salarié du CEA) qui exerce son autorité pour effectuer les actes relatifs à la réglementation en vigueur (contrôles réglementaires périodiques des installations électriques, formation générale à la sécurité, exercices de sécurité PUI, PPI, etc...).

La planification de ces actions est transmise aux occupants des lieux afin de leur permettre de s'organiser en conséquence.

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre précaire et révocable sous préavis de quinze jours ouvrables.

21.2 Modalités financières

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre gracieux.

Les frais résultant de l'installation du Titulaire dans les pièces mises à sa disposition sont à sa charge.

21.3 Assurance - responsabilité

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir, d'une manière suffisante, les responsabilités qu'il pourrait encourir du fait ou à l'occasion de son installation dans les lieux mis à sa disposition et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place.

Le CEA n'assurera aucune obligation en ce qui concerne le gardiennage des lieux mis à la disposition du Titulaire et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place. En conséquence, le Titulaire devra souscrire une assurance multirisques bureaux couvrant les lieux et leur contenu, stipulant une renonciation à recours contre le CEA en cas de sinistre.

21.4 Sortie et restitution

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la restitution des pièces.

L'occupation des lieux par le Titulaire prend obligatoirement fin à l'issue du présent Marché, le Titulaire s'engageant à rendre ces lieux libres de toute occupation. A ce titre, le Titulaire s'engage à quitter les lieux dans les 5 jours ouvrés après la date de fin du présent Marché, sous peine d'une astreinte comminatoire de 300 euros par jour de retard, laquelle sera acquise au CEA au fur et à mesure, à titre de clause pénale.

Le Titulaire s'engage à rendre les lieux dans l'état où il les a pris, sans pouvoir réclamer au CEA des indemnités pour les améliorations qu'il y aurait éventuellement apportées.

ARTICLE 22 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA

En complément des dispositions de l'article 19 des CGA applicable au présent Marché, pour les matériels mis à disposition du Titulaire par le CEA, le responsable du Titulaire vérifie, avant leur utilisation, qu'ils sont en bon état, adaptés au travail à réaliser et que ses salariés savent et peuvent les utiliser dans des conditions normales de sécurité.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	17/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

22.1 Propriété des matériels

Les matériels du CEA confiés au Titulaire pour l'exécution du présent Marché sont la propriété du CEA. Les sous-traitants éventuels du Titulaire devront être acceptés par le CEA pour pouvoir les utiliser. Ces matériels ne pourront être employés à d'autres usages qu'après accord préalable et écrit du CEA.

Ces matériels seront entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible.

22.2 Etat des lieux – Inventaire

Avant le début de la prestation, un inventaire des matériels, produits et équipements (appelés de manière générique « matériel » ci-après) mis à la disposition du Titulaire par le CEA sera établi contradictoirement. Une vérification de l'inventaire sera réalisée en fin de Marché.

Le Titulaire est responsable de la garde et de l'emploi du matériel mis à sa disposition. Toute disparition ou dégradation du matériel dépassant l'usure normale, ou en cas d'utilisation non conforme par le Titulaire du matériel mis à sa disposition, le CEA se réserve le droit de demander réparation au Titulaire, soit en remplaçant aux frais de ce dernier le matériel ayant subi des dégradations anormales, soit en remettant en état le matériel. Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir de ces cas pour se décharger de sa responsabilité et du non-respect de ses prestations.

Toute interruption du Marché, quelle qu'en soit la cause, entraîne de facto une restitution immédiate au CEA du matériel mis à la disposition du Titulaire sans que ce dernier ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre.

ARTICLE 23 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

ARTICLE 24 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent Marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	18/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du Marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 25 - SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du présent Marché relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les Parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 26 - GESTION DES DÉCHETS

26.1 Tri des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations, objet du Marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une pénalité prévue à l'article « Pénalités » supra.

26.2 Evacuation des déchets

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la déposante, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR. Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015.

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement tels que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	19/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article dédié supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des prestations les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

ARTICLE 27 - JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent Marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	20/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA) et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail, et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	21/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	22/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DGCEA/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès des travailleurs d'entreprises extérieures » réf. DGCEA/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	23/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de Marché ou en cours d'exécution.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	24/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du Marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	25/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au Marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-04883-CYB	4000 / P5H	26/26
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	